

QUE CRAIGNENT SEQUANA ET STORA ENSO ?

À la demande du syndicat CGT ArjoWiggins et de l'association des ex-salariés de Stora Enso Corbehem, le président du Tribunal de Grande Instance de Lille (par une ordonnance du 18 janvier 2017) a autorisé une perquisition au siège de Sequana à Boulogne-Billancourt et de Stora Enso à La Défense. Celle-ci s'est déroulée le 26 janvier 2017.

Les deux groupes sollicitent la rétractation de cette perquisition, aux motifs que les salariés des deux usines ne disposaient pas de motif légitime et que les mesures ordonnées sont disproportionnées.

CETTE PERQUISITION EST TOUT À FAIT LÉGITIME !

Sequana / ArjoWiggins et Stora Enso ont supprimé 350 emplois à Corbehem et 320 à Wizernes, et bloquent toutes reprises des deux papeteries. Cette volonté de détruire définitivement les emplois de la région est scandaleuse !

Les ex-salariés de Stora Enso et de Wizernes ont toutes les raisons de soupçonner ces deux groupes papetiers d'entente, afin de réduire les capacités de production en Europe.

Si les dirigeants de ces groupes n'ont rien à se reprocher, pourquoi demandent-ils la rétractation de cette ordonnance ?

La FILPAC CGT appelle la population à soutenir les salariés assignés en référé devant le :

**Tribunal de Grande Instance de Lille, mardi 7 Mars 2017 à 14h
13, avenue du peuple Belge - 59000 Lille**

TOUTES ET TOUS ENSEMBLE, LUTTONS POUR L'EMPLOI ! •